

Conditions Générales d'Utilisation des Cartes de Débit V-PAY

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Aux termes des présentes conditions générales d'utilisation des cartes de débit V-PAY, on entend par :

- "les Conditions V-PAY", les présentes conditions générales d'utilisation des cartes de débit V-PAY dans leur version actuellement en vigueur ;
- "la Carte V-PAY", la carte de débit V-PAY, établie par VISA Europe ;
- "l'Emetteur" ou "la Banque", CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, Succursale de Luxembourg, L-1637 LUXEMBOURG, 7 rue Goethe, tél. 299 676-1, fax 299 673, l'institution financière émettrice de la Carte ;
- "SIX Payment Services (Europe) S.A." ou « SIX » avec siège à L-5365 Munsbach, 10, Gabriel Lippmann, tél. 3 55 66-1, société de services à qui l'Emetteur a confié la gestion des Cartes V-PAY ;
- "le Titulaire de la Carte", la personne physique au nom et pour l'usage de laquelle une Carte a été émise ;
- "NFC" (Near Field Communication) – technologie qui permet au titulaire de la carte de payer sur un terminal Contactless sans insérer la carte sur le terminal ;
- "terminal Contactless" – terminal de paiement électronique qui intègre la fonction NFC, identifié comme tel, qui permet d'effectuer des opérations sans devoir insérer la carte sur le terminal ;
- "opération Contactless" – opération de paiement « sans contact » qui se réalise par le rapprochement de la carte « Contactless » du terminal ;
- "le Commerçant", celui qui est autorisé à accepter les transactions faites par carte ;
- "le Code de la consommation", le code de la consommation introduit par la loi du 8 avril 2011, dans sa version actuellement en vigueur.
- "le Consommateur", une personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité professionnelle ;
- "l'Activité professionnelle", activité exercée par toute personne agissant à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;
- "la Vente à distance", toute commande de carte et/ou souscription aux présentes Conditions V-PAY qui, pour cette commande et/ou souscription, utilise exclusivement une ou plusieurs techniques de communication à distance jusqu'à conclusion du contrat y relatif, et y compris, la conclusion du contrat lui-même ;

ARTICLE 2- SOUSCRIPTION A LA CARTE V-PAY A DISTANCE PAR UN CONSOMMATEUR

(1) La souscription par un consommateur à une Carte V-PAY, en cas de vente à distance, est soumise aux dispositions du Code de la consommation.

(2) A tout moment de la relation contractuelle, le Titulaire de la Carte a le droit d'obtenir les termes contractuels applicables aux services liés à la Carte V-PAY, sur support papier ou sur autre support durable sur simple demande et sans frais.

(3) Le Titulaire de la Carte, respectivement le titulaire du Compte Carte, déclarent expressément être informés que le contrat lié à la demande de Carte V-PAY ne prendra effet qu'à compter de la

signature de la demande de Carte par le Titulaire de la Carte, respectivement le titulaire du Compte Carte et au plus tard à compter de la première utilisation de la Carte V-PAY. Ils conservent dès lors la possibilité de se rétracter de leur demande de Carte V-PAY pendant un délai de 14 jours calendriers à compter de la première utilisation respectivement à compter de la signature de la demande de Carte V-PAY en restituant, le cas échéant, la Carte V-PAY à l'Emetteur. Passé ce délai, le titulaire du Compte Carte, respectivement le Titulaire de la Carte seront considérés avoir lu, compris et acceptés tant la demande de Carte, que les Conditions Générales de Banque et de Prestations de

Services de l'Emetteur, que le tarif de l'Emetteur et que les présentes Conditions Générales.

(4) Lorsque le Titulaire de la Carte exerce son droit de rétractation, il le notifie à l'Emetteur, par lettre recommandée avec accusé de réception ou, le cas échéant, par tout autre support accepté par l'Emetteur. Le délai de rétractation tel que mentionné au point (3) du présent article ci-dessus est réputé respecté si la notification a été envoyée avant l'expiration de celui-ci.

(5) L'Emetteur n'a droit à aucune autre indemnité versée par le Titulaire de la Carte, excepté une indemnité pour les frais non récupérables que l'Emetteur aurait payés à une institution publique. Tous les autres frais occasionnés après l'activation de la Carte V-PAY seront remboursés au Titulaire de la Carte dans les 30 jours suivant la rétractation.

(6) La rétractation de la demande de Carte entraîne de plein droit la résolution des contrats annexes éventuels.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA CARTE V-PAY

(1) La Carte V-PAY est une carte de débit utilisable par le Titulaire de la Carte comme moyen de paiement, dans l'Union Européenne et dans certains pays hors Union Européenne. La Carte V-PAY permet au Titulaire de la Carte d'effectuer des retraits d'argent, via un réseau de guichets automatiques de banques de l'Emetteur, ainsi que tout autre distributeur disponible au Luxembourg et en Europe, et de réaliser des opérations de paiement auprès de commerçants via un réseau de terminaux points de vente.

(2) L'utilisation de la Carte V-PAY à l'étranger est circonscrite au réseau VISA Europe, qui comporte actuellement les pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen (dont communication de la liste complète peut être demandée, sans frais, auprès de l'Emetteur).

(3) Pour des raisons opérationnelles et de sécurité, toutes les Cartes V-PAY disposeront de limites d'utilisation hebdomadaires, pour toutes les transactions tant en ce qui concerne les retraits auprès de guichets automatiques de banques qu'en ce qui concerne les opérations de paiement auprès de terminaux points de vente, que celles-ci soient réalisées à Luxembourg ou à l'étranger. Il est par ailleurs entendu que les opérations de retrait ou de paiement ne peuvent se faire que dans le cadre d'une couverture en compte. Ces limites pourront être modifiées sur demande expresse du Titulaire de la Carte (le cas échéant conjointement avec le titulaire du compte courant associé à la Carte V-PAY) avec l'accord de l'Emetteur.

(4) Les opérations de paiement Contactless peuvent uniquement être effectuées dans le respect de la limite définie par le terminal Contactless. Au cas où le montant de la transaction dépasse cette limite, le titulaire de la carte doit insérer la carte sur le terminal et saisir son code PIN. En toutes circonstances le titulaire de la carte doit se conformer aux instructions apparaissant sur le terminal Contactless.

ARTICLE 4 – VALIDITE

(1) La durée de validité de la Carte V-PAY est indiquée sur la face de la Carte V-PAY et ne pourra plus être utilisée après le dernier jour du mois indiqué.

(2) Après échéance de la Carte V-PAY, le Titulaire de la Carte devra immédiatement la restituer à l'Emetteur. Le Titulaire de la carte assume toutes les responsabilités des éventuelles conséquences pouvant résulter de la non-restitution.

(3) Après échéance de la validité de la Carte V-PAY, l'Emetteur procédera au renouvellement automatique, par l'émission d'une nouvelle Carte V-PAY, sauf indication contraire du Titulaire de la Carte par écrit, au moins 2 mois avant la date d'expiration figurant sur la face de la Carte V-PAY.

(4) L'Emetteur pourra procéder, à tout moment, à la substitution de la Carte V-PAY.

(5) Le droit d'utilisation de la Carte V-PAY devient caduc en cas de décès ou d'incapacité du Titulaire de la Carte. Les héritiers et/ou autres co-titulaires, dans le cas d'un compte joint, devront procéder à la restitution de la Carte V-PAY dans les plus brefs délais.

ARTICLE 5 – MODE DE FONCTIONNEMENT

(1) Les retraits, respectivement les paiements, effectués via la Carte V-PAY se font par l'introduction d'une carte personnelle équipée d'une piste magnétique et/ou d'une puce électronique dans les appareils appropriés et signalés comme tels par le logo « V-PAY » et par la composition sur le clavier d'un numéro de code personnel et confidentiel (PIN) respectivement par la signature d'un bordereau de vente dans certains cas lors de l'utilisation de la Carte V-PAY.

(2) Le titulaire de la carte peut effectuer des opérations Contactless sur des terminaux Contactless. À l'égard du montant ou du nombre d'opérations Contactless consécutives, le code PIN et/ou l'insertion de la carte peuvent être demandés.

(3) D'autres fonctions pourront être ajoutées à l'avenir.

(4) L'utilisation de la Carte V-PAY vaut acceptation expresse des présentes Conditions V-PAY.

ARTICLE 6 – ASSOCIATION A UN COMPTE COURANT

(1) Le Titulaire de la Carte s'engage à utiliser la Carte V-PAY, correctement et avec diligence, et ceci dans les limites financières hebdomadaires qui lui seront attribuées.

(2) La Carte V-PAY est associée au compte courant ouvert au nom du Titulaire de la Carte, et sur lequel seront portés tous les mouvements effectués par le Titulaire de la Carte, y compris ceux réalisés par le biais de ce moyen de paiement.

(3) L'Emetteur est autorisé à débiter, toutes les opérations de prélèvements ou de paiement réalisées par le biais de la Carte V-PAY, y compris frais et/ou commissions dus.

(4) Le Titulaire de la Carte autorise l'Emetteur à débiter le compte courant associé à la Carte V-PAY de tous les montants des transactions effectués, même en cas de solde insuffisant. En cas de solde débiteur du compte courant associé à la Carte, l'Emetteur se réserve le droit de suspendre ou de bloquer l'utilisation de la Carte partiellement ou intégralement jusqu'à ce que le compte courant associé à la Carte présente un solde créditeur suffisant pour permettre l'apurement de toutes sommes dues en vertu de l'utilisation de la Carte ou en vertu des présentes Conditions Générales. Les dispositions de l'article 12 s'appliquent.

(5) Aux fins du paragraphe précédent, les découverts non autorisés constatés sur le compte courant découlant de l'utilisation de la Carte V-PAY seront passibles d'intérêts débiteurs au taux d'intérêt appliqué par l'Emetteur aux découverts non autorisés en compte, conformément au tarif en vigueur. Ce tarif pourra être communiqué à tout moment par l'Emetteur, sans frais, sur simple demande du Titulaire de la Carte.

(6) Sans préjudice de l'article 8, le non-renouvellement ou le blocage de la Carte V-PAY conformément aux termes prévus au point 1 de l'article 10, n'annulent pas la responsabilité du Titulaire de la Carte par rapport aux débits existants sur le compte courant associée à la Carte V-PAY.

ARTICLE 7 – FRAIS D'EMISSION, ANNUITE ET FRAIS DE REMPLACEMENT

(1) La Carte V-PAY est émise moyennant des frais d'émission et une annuité qui est communiquée au Titulaire de la Carte. Les frais d'émissions et l'annuité sont portés au débit du compte courant associé à la Carte V-PAY.

(2) Les frais d'émission viendront à échéance à la date d'émission de la Carte V-PAY.

(3) L'annuité sera due à chaque date anniversaire de l'émission de la Carte V-PAY. L'annuité peut être modifiée moyennant information préalable du Titulaire de la Carte conformément aux dispositions des Conditions Générales de Banque et de Prestations de Services.

(4) En cas de remplacement de la Carte V-PAY en raison de la perte ou du vol de celle-ci, le Titulaire de la Carte V-PAY doit prendre en charge les frais y afférents. Il en va de même pour toute commande urgente d'une Carte V-PAY ou de l'arrivée à échéance de la Carte V-PAY.

(5) En cas de remplacement automatique de la Carte V-PAY pour des raisons liées à des changements de logos ou d'autres changements liés à l'évolution de l'image de la Banque, les frais y afférant sont à la charge de la Banque.

ARTICLE 8 – SECURITE DE LA CARTE V-PAY ET DU CODE PIN

(1) Le titulaire s'engage à conserver la Carte V-PAY en lieu sûr et à contrôler périodiquement que la Carte V-PAY est toujours en sa possession.

(2) Le Titulaire de la Carte se verra attribué un numéro d'identification personnelle (PIN), lequel servira comme identification du Titulaire de la carte lors des diverses utilisations prévues dans les présentes Conditions V-PAY.

(3) Les opérations réalisées par la Carte V-PAY, moyennant l'introduction du code PIN sont considérées comme autorisées par le Titulaire de la Carte, sauf si ce dernier a communiqué préalablement la perte ou le vol de la Carte V-PAY, conformément à l'article 10 des présentes Conditions V-PAY.

(4) Le titulaire de la carte accepte et reconnaît que son consentement pour une opération Contactless est donné par le fait de passer la carte devant le terminal NFC.

(5) Le code PIN est personnel et non-transmissible, et par conséquent connu exclusivement par son titulaire.

(6) Le Titulaire de la Carte s'engage à garantir la sécurité de la Carte V-PAY et du code PIN, ainsi que son utilisation personnelle et directe, notamment par :

(a) Ne pas donner ou permettre son utilisation par des tiers, même si ce dernier dispose d'un mandat ou procuration valable;

(b) Ne pas divulguer le code PIN, de quelque forme que se soit, le rendant accessible et de la connaissance de ces tiers ;

(c) Mémoriser le code PIN et s'abstenir de le conserver, directement, soit de toute autre manière intelligible ou accessible à des tiers et tout spécialement de ne pas le noter sur la Carte V-PAY ou tout document susceptible de se trouver près de cette dernière.

(7) Le Titulaire de la Carte devra toujours respecter les recommandations de sécurité d'utilisation de cartes bancaires qui seront communiquées par l'Emetteur.

ARTICLE 9 – ENREGISTREMENT ET TRANSMISSION DE DONNEES NOMINATIVES

(1) SIX est autorisé à gérer les données nominatives du Titulaire de la Carte pour compte de l'Emetteur.

(2) Afin d'assurer le fonctionnement de la Carte V-PAY à l'intérieur du réseau, le titulaire du Compte Carte et le Titulaire de la Carte autorisent l'Emetteur et SIX à transmettre à des tiers, à savoir toutes les banques et tous les commerçants participants au système des terminaux points de vente, aux fabricants de cartes, à ceux qui les embossent ainsi qu'aux services internationaux de compensation et d'autorisation les données nominatives relatives au Titulaire de la Carte et à la limite accordée pour l'utilisation de la Carte V-PAY, dans la mesure où la fourniture de ces données est indispensable.

(3) Tout refus de communiquer ces données fait obstacle à l'obtention de la Carte V-PAY. Les Conditions Générales de Banque et de Prestations de Services de l'Emetteur restent d'application. Tout Titulaire de la Carte dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les données le concernant. L'Emetteur et SIX se réservent le droit de conserver les données pendant 10 ans à partir de la date d'expiration de la Carte V-PAY.

(4) L'Emetteur est autorisé à procéder à toutes vérifications relatives aux données personnelles et financières fournies par le demandeur d'une Carte V-PAY.

(5) la présentation de la Carte V-PAY par le Titulaire de la Carte vaudra consentement et pouvoir du Titulaire de la Carte quant à (i) la collecte, la conservation, la communication d'éléments d'identification et d'informations de position de compte par tous les moyens nécessaires pour permettre de maintenir des relevés de transactions et de comptes appropriés, (ii) la mise à disposition et la transmission de ces données aux participants et aux opérateurs du réseau de paiements par carte de paiement, (iii) la conservation de telles informations et données par lesdits participants et opérateurs du réseau de paiement par carte de paiement, lesdits participants et opérateurs du réseau de paiement par carte de paiement s'engageant à respecter les lois et règlements relatifs au traitement des informations auxquels ils sont soumis.

(6) La responsabilité de l'Emetteur et de SIX pour perte des informations circulant à travers le réseau de paiement par carte de paiement est exclue, sauf en cas de faute grave. L'Emetteur et SIX ne sont pas responsables des pertes d'informations contenues sur les relevés de compte. Il appartient au Titulaire de la Carte de ne perdre aucune information.

ARTICLE 10 – UTILISATION NON AUTORISEE, PERTE ET VOL

(1) Le Titulaire de la Carte s'engage à communiquer immédiatement au "Service Central d'Opposition" de SIX, sous le numéro téléphonique +352 49 10 10, toute situation de perte, vol, falsification ou appropriation abusive ou toute autre utilisation non autorisée de la Carte V-PAY. Le "Service Central d'Opposition" de SIX fonctionne 24 heures par jour, tous les jours de la semaine.

(2) Le Titulaire de la Carte s'engage à communiquer à l'Emetteur, les situations mentionnées au point (1) du présent article, par l'intermédiaire de l'une des agences bancaires de l'Emetteur, pendant les horaires de fonctionnement et d'ouverture. La communication devra se faire par écrit et inclure l'identification complète de la Carte V-PAY et du Titulaire de la carte, la date et l'heure de la dernière utilisation normale, ainsi que la date, l'heure et le lieu présumés du vol ou de la perte.

(3) Le Titulaire de la carte devra également communiquer les occurrences indiquées au point (1) du présent article aux autorités judiciaires et/ou répressives locales compétentes.

ARTICLE 11 – LIMITES DE RESPONSABILITE

(1) L'Emetteur ne peut être tenu pour responsable en cas de non acceptation de la Carte V-PAY, ni des défauts éventuels ou services obtenus par son utilisation.

(2) L'Emetteur ne pourra être tenu pour responsable, de quelque forme que se soit, en cas de litige résultant du contrat de vente conclu entre le commerçant et le Titulaire de la carte.

(3) L'Emetteur ne pourra pareillement en aucun cas être tenu pour responsable en cas de refus d'acceptation de la Carte V-PAY à l'étranger.

(4) En cas de pertes résultant d'opérations de paiement non autorisées survenues avant la communication d'une utilisation non autorisée, tel que décrit à l'article 10 des présentes Conditions V-PAY, le Titulaire de la Carte supportera les pertes liées aux opérations de paiement non autorisées consécutives à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou, si le Titulaire de la Carte n'est pas parvenu à préserver la sécurité de ses dispositifs de sécurité personnalisés, au détournement d'un instrument de paiement.

(5) Toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées résultant d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le Titulaire de la carte n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent. Dans ce cas, aucune limite quant au montant pour lequel le Titulaire de la Carte sera tenu responsable ne s'applique.

(6) Le Titulaire de la Carte ne supporte aucune conséquence financière résultant d'opérations survenues après la notification, conformément aux dispositions de l'article 7.

(7) L'Emetteur procédera au blocage des mouvements sur compte en provenance de transactions effectuées par l'intermédiaire de la Carte V-PAY, immédiatement après avoir été informé par le Titulaire de la Carte, et en assumera l'entière responsabilité, sauf en cas d'actes frauduleux du Titulaire de la Carte.

(8) S'il s'avère que l'Emetteur est considéré comme responsable des pertes provenant d'opérations non autorisées, l'Emetteur remboursera le Titulaire de la carte du montant de l'opération non autorisée, et procédera le cas échéant, à régulariser le compte courant débité de toute opération indûment exécutée.

(9) En cas de perte ou de vol de la Carte V-PAY, une assurance couvrira les pertes constatées, si toutes les précautions de sécurité ont été respectées par le Titulaire de la Carte et qu'aucune conduite négligente n'ait été constatée.

ARTICLE 12 – BLOCAGE DE LA CARTE V-PAY

(1) La Carte V-PAY est la propriété de l'Emetteur, qui se réserve le droit de suspendre ou de bloquer l'utilisation de la Carte V-PAY partiellement ou intégralement, pour des raisons fondées, notamment :

- (a) lorsque les compte du Titulaire de la Carte sont clôturés ou bloqués pour quelque raison que ce soit et notamment en cas de solde insuffisant ou négatif du compte courant associé à la Carte, en cas de résiliation par l'Emetteur du contrat relatif au compte courant conformément aux dispositions des Conditions Générales de Banque et de Prestations de Services, ou s'il s'avère que le Titulaire de la Carte ne respect pas ses obligations légales, réglementaires ou contractuelles en rapport avec les services proposés ;
- (b) en vue de préserver les intérêts du Titulaire de la Carte ou de l'Emetteur ;
- (c) si le Titulaire de la Carte avertit l'Emetteur d'un abus ou d'une utilisation illicite ou d'un risque d'abus ou d'un risque d'utilisation illicite des services proposés ;
- (d) si une fraude ou un abus est constaté dans le chef du Titulaire de la Carte ou s'il y a de fortes présomptions de fraude ou d'abus ;
- (e) sur demande d'une autorité judiciaire ou de poursuite.

L'Emetteur informe le Titulaire de la Carte V-PAY du blocage et des motifs du blocage via les moyens de communications appropriées, sauf lorsque cette information est expressément prohibée par la réglementation à laquelle est soumise l'Emetteur. L'information aura lieu, si cela est possible, avant le blocage effectif ou immédiatement après blocage, sauf en cas d'impossibilité pour des raisons de sécurité, ou si contraire à certaines dispositions légales en vigueur.

(2) L'Emetteur procédera au déblocage de la Carte V-PAY ou à sa substitution, uniquement après résolution des motifs qui ont entraîné le blocage.

ARTICLE 13 – DROIT DE RETRACTATION

(1) Le Titulaire de la Carte déclare expressément être informé que le contrat lié à l'utilisation de la Carte V-PAY ne prendra effet qu'après la première utilisation et au plus tard 14 jours calendrier après la signature de la demande d'émission de Carte V-PAY.

(2) Passé ce délai, le Titulaire de la Carte est considéré avoir lu, compris et accepté la demande de Carte V-PAY, les Conditions Générales de Banque et de Prestations de Services, le tarif de l'Emetteur et les présentes Conditions V-PAY.

(3) Lorsque le Titulaire de la Carte exerce son droit de rétractation, il notifie l'Emetteur par lettre recommandée ou par instruction client dans l'une de ses agences avant expiration du délai prévu.

(4) Tous les frais perçus par l'Emetteur, liés à la commande de la Carte V-PAY, seront remboursés endéans les 30 jours suivants la demande de rétractation.

(5) Le rétractation du Titulaire de la Carte entraîne la résolution de plein droit de tous contrats annexes éventuels.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU CONTRAT

ARTICLE 14.1 : DISPOSITIONS COMMUNES

(1) L'Emetteur, ainsi que le Titulaire de la Carte peuvent à tout moment, et sans indication de motifs, résilier le contrat les liant.

(2) Par l'effet de la résiliation, les découverts occasionnés en raison de l'utilisation de la Carte V-PAY deviendront immédiatement exigibles.

ARTICLE 14.2 : RESILIATION PAR LE TITULAIRE DE LA CARTE

(1) Si le Titulaire de la Carte résilie le contrat, il doit le faire par lettre recommandée ou par déclaration écrite remise aux guichets de l'Emetteur. Il doit couper la Carte V-PAY en deux morceaux et la retourner à l'Emetteur.

(2) La résiliation ne devient effective qu'à partir du moment où le Titulaire de la Carte a retourné la Carte V-PAY à l'Emetteur et a apuré les découverts existant à son encontre.

(3) Si la résiliation par le Titulaire de la Carte intervient moins de 2 mois avant l'échéance de la Carte V-PAY, la prochaine annuité prévue à l'article 7 sera néanmoins due.

ART. 14.3 : RESILIATION PAR L'EMETTEUR

(1) Si l'Emetteur résilie le contrat, il doit le faire par lettre recommandée.

(2) Dès la notification de la résiliation, le Titulaire de la Carte ne pourra plus faire usage de la Carte V-PAY et devra la renvoyer, coupée en deux, à l'Emetteur. Le Titulaire de la Carte et, le cas échéant le titulaire du compte courant associé à la Carte V-PAY révoquée demeurent cependant solidairement et indivisiblement tenus des opérations effectuées après la notification de la résiliation jusqu'à restitution effective des Cartes respectives à l'Emetteur ainsi que des découverts occasionnés sur le compte courant.

(3) L'obligation au paiement des prestations faites avec la Carte V-PAY n'en est pas affectée.

(4) Tout usage de la Carte V-PAY postérieur à la demande de restitution par l'Emetteur donnera lieu le cas échéant aux poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 15 – MODIFICATION DES CONDITIONS V-PAY

(1) L'Emetteur peut proposer à tout moment, par simple information écrite, notamment sur le relevé de compte courant, au moins 2 mois à l'avance, une modification des présentes Conditions V-PAY.

(2) Si le Titulaire de la Carte n'est pas d'accord avec la modification, il peut résilier le contrat avec effet immédiat par écrit et sans frais avant l'entrée en vigueur de cette modification. S'il ne manifeste pas d'objection dans ce délai, il est censé avoir accepté la modification.

ARTICLE 16 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION

(1) Les relations entre l'Emetteur et le Titulaire de la Carte sont soumises au droit luxembourgeois. Elles sont plus particulièrement régies par les présentes Conditions V-PAY et les Conditions Générales de Banque et de Prestations de Services.

(2) Les tribunaux du Grand-Duché de Luxembourg seront seuls compétents pour toute contestation entre le Titulaire de la Carte ou du compte courant associé à la Carte V-PAY et l'Emetteur, ce dernier pouvant cependant porter le litige devant toute autre juridiction qui, à défaut de l'élection de juridiction qui précède, aurait normalement compétence à l'égard du titulaire.

ARTICLE 17 – ACCEPTATION

Le(s) soussigné(s) affirme(nt) avoir reçu un exemplaire des Conditions V-PAY et approuver les dispositions y énoncées.

Luxembourg, le ____/____/____

(signature du ou des titulaires du compte)

(signature du titulaire de carte)

Nom et prénom du titulaire de compte : _____

N° de compte : _____